

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPREC (ex Sté PAPREC et Sté RECYDIS)

3 à 7 rue Pascal
93120 La Courneuve

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0007403935

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement PAPREC (ex Sté PAPREC et Sté RECYDIS) implanté 3-7 rue Pascal 93120 La Courneuve. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection fait suite à un incendie qui s'est déroulé sur le site PAPREC GRAND IDF situé 3-5 rue Pascal à La Courneuve le 23/06/24 à partir de 19h20.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC (ex Sté PAPREC et Sté RECYDIS)
- 3-7 rue Pascal 93120 La Courneuve
- Code AIOT : 0007403935
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société PAPREC IDF est titulaire de l'autorisation d'exploiter le site de La Courneuve sis 3-5 rue Pascal à La Courneuve, et abrite la société LA CORBEILLE BLEUE.

LA CORBEILLE BLEUE effectue de la collecte de déchets de papiers de bureaux et réalise dans un des bâtiments des activités de tri. Le bâtiment comprend une chaîne de tri manuelle et une

machine de compactage.

Par ailleurs, dans un autre bâtiment, dit "Le Bateau", la société Paprec réalise des activités de compactage de déchets papiers provenant d'imprimeurs ou d'autres entreprises. Ces déchets sont dits "nobles" et ne nécessitent aucune opération de tri préalable.

Paprec dispose également d'une activité de collecte/tri/broyage d'encombrants.

Enfin, certains déchets, comme les matelas ou les déchets verts, ne sont pas broyés. Ils sont juste en transit sur le site.

Les déchets verts rejoignent des installations de compostage, tandis que les matelas seront éliminés.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 7.6.5	Demande d'action corrective	3 mois
4	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 7.8.6.2	Demande de justificatif	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article Chapitre 2.5	Sans objet
2	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 7.6.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie a été contenu rapidement grâce à l'intervention du gardiennage et des pompiers.

Cependant, l'incendie n'a pas pu être éteint avant que les matières ne se soient consumées. C'est pourquoi l'exploitant a prévu de mettre en place différents moyens d'amélioration, afin d'intervenir encore plus rapidement et avec plus d'efficacité.

Afin d'entériner la réalisation de ces actions d'amélioration et de fixer les besoins en eaux nécessaires en cas d'incendie, l'inspection propose d'actualiser les dispositions concernant les moyens de lutte contre l'incendie dans un arrêté préfectoral complémentaire.

Par ailleurs, l'exploitant veillera à effectuer des tests simultanés sur les appareils incendie pour s'assurer que les besoins en eau sont couverts. Ceci nécessite aussi d'avoir connaissance des tests réalisés sur les appareils incendie présents sur la voie publique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article Chapitre 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Incidents/Accidents
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des ICPE les accidents ou incidents survenant du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident, ou sur demande de l'inspection des ICPE, un rapport d'incident est transmis à l'exploitant par l'inspection des installations classées.</p> <p>Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Un incendie d'une durée de 4 heures environ s'est produit le 23/06/24 à partir de 19h20 sur le site de tri/transit de déchets de Paprec IDF à La Courneuve.</p> <p>L'exploitant a informé par mail l'inspection le lendemain dans la matinée.</p> <p>L'exploitant avait tenté de joindre l'inspecteur en charge du site le soir de l'incendie.</p> <p>En guise de rapport, la fiche de notification de l'incendie a été transmise le 03/07/2024.</p> <p><u>Description succincte de l'évènement :</u></p> <p>L'incendie s'est produit au niveau d'une alvéole d'encombrants non couverte et en extérieur.</p> <p>Une caméra thermique présente dans le auvent proche a permis le déclenchement du sprinklage ; ce qui, d'après l'exploitant, a évité que l'incendie ne se propage aux stockages de déchets présents à l'intérieur du auvent.</p> <p>Le gardien du site a donc contacté les pompiers qui sont arrivés 30 minutes après. Le panache de fumée produit par l'incendie a aussi fait réagir rapidement les automobilistes de l'A86 qui ont contacté à leur tour le service.</p> <p>Les pompiers ont pu se brancher sur les 2 appareils incendie du site (1 devant la cantine, l'autre derrière le parking) ainsi que sur 1 ou 2 autres dans les rues aux alentours. Environ 60 T de déchets brûlés ont été évacués dans des installations de Stockage de Déchets Non Dangereux. Quant aux eaux d'extinction, celles-ci ont été reprises pour le compostage.</p> <p>Les salariés étant absents du site à cette heure-ci, la pelleuse n'était pas disponible pour étaler les déchets, ce qui aurait permis une extinction plus rapide du feu. Cependant, ceux habitant à proximité sont intervenus un peu plus tard pour effectuer le travail.</p> <p>Le système de sprinklage a fonctionné pendant toute la durée de l'incendie (4 heures).</p> <p>Le système d'obturation des égouts a été actionné pour retenir les eaux d'extinction sur site.</p> <p><u>Causes identifiées :</u></p> <p>L'exploitant estime qu'il s'agit d'un déchet indésirable qui aurait fait l'objet d'une auto-inflammation (peut-être une batterie). Les déchets étaient stockés dans l'alvéole pendant tout le week-end en attendant la reprise des activités le lundi matin.</p> <p>Les activités sont arrêtées les samedis et dimanches. Toutefois, les transporteurs peuvent amener des déchets à n'importe quelle heure du jour et de la nuit.</p> <p><u>Moyens d'amélioration à mettre en place :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Installation de canons sur la zone des encombrants (2 canons à eau branchés sur le réseau incendie du site) ;• Mise en place de radios pour la transmission des informations sur le site (rajout de talkie walkie pour la communication entre les entités et services) ;• Installation d'une alarme générale pour l'évacuation complète du site (mise en place d'une

<p>seconde alarme pour augmenter l'impact de la première) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ajout de caméras fixes en plus des dômes (l'ajout d'une caméra fixe donnant sur la case des encombrants est prévu) ; • Création d'un groupe de discussion pour la gestion de la partie incendie du site (communication interne, groupe whatsapp) ; • Ajout d'éléments au Plan de Défense Incendie (contact des conducteurs d'engins à proximité : salariés de l'entreprise habitant à proximité qui pourraient potentiellement intervenir). <p>Afin d'entériner certains de ces moyens de lutte contre l'incendie, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis de les acter dans un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p><u>Points positifs :</u></p> <p>L'exploitant souligne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'efficacité de la communication entre le gardien sur le site, la société de télésurveillance et les pompiers ; • l'intervention rapide du gardien et des pompiers ; • l'aide des conducteurs d'engins à proximité. <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il existe un rapport de vérification des extincteurs par zone. La dernière opération de vérification des extincteurs et des RIA a eu lieu le 04/06/24. En particulier, il était notifié que le RIA 57 n'était pas alimenté en eau. Les contrôles sont réalisés une fois par an.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection que toutes les réparations demandées dans le rapport avaient été réalisées par les techniciens de maintenance du site, la société disposant de son propre stock de RIA et d'extincteurs. Le RIA à proximité du casier de stockage des encombrants qui ont brûlé a été vu par l'inspection le jour de la visite. Celui-ci se situe à la périphérie du bâtiment et avait été utilisé par le gardien en attendant la venue des pompiers. Le gardien avait tenté, à l'aide de celui-ci, de venir à bout des flammes, mais le feu avait déjà pris trop d'ampleur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 7.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'appareils incendie conformes aux normes françaises NF S 61-211 ou NF S 61-213 munis de regards de vidange, et dans la mesure du possible, raccordés au réseau d'assainissement. Ces appareils de sécurité incendie sont dotés de vidanges automatiques et de prises apparentes. Au moins un appareil permettant d'assurer un débit de 60 m3/h est implanté sur le site selon la norme NF-S 62 200. Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement. Elles sont protégées du gel. L'exploitant s'assure par ailleurs que le réseau hydraulique permet à tout moment le fonctionnement simultané des appareils nécessaires à la défense incendie du site. Le site dispose d'au moins 5 appareils incendie situés dans un rayon de 200 m.
Constats : <u>Tests sur les bornes incendie sur site :</u> Le site est équipé de deux bornes incendie (l'une devant la cantine et l'autre derrière la parking). Des tests sont réalisés deux fois par an. Les derniers ont eu lieu en février et en juillet 2024, d'après les rapports de la société Team'Meca. Les débits des poteaux oscillent entre 166 et 217 m3/h. <u>Contrôle des poteaux ou bornes incendie à l'extérieur du site :</u> L'exploitant a été interrogé concernant les tests qui devaient être réalisés sur les bouches d'incendie des voies publiques à proximité du site. Il nous a informés que, malgré des relances, la Mairie précisait que les résultats des tests ne devaient pas être communiqués aux exploitants. Le dernier rapport dont il a possession date de 2022 et ne précise pas les débits obtenus. <u>Calcul des besoins en eau :</u> Les besoins en eaux d'extinction ont été calculés en prenant comme surface de référence le bâtiment A, servant à abriter les balles de papier (Porter à connaissance du 25/05/2019). Dans le PAC de 2019, les besoins en eaux s'élèvent donc à 390 m3/h, soit 780 m3 pour deux heures, en considérant un risque 1 et l'absence d'un dispositif de sprinklage. Cependant, l'inspection retiendra un risque 2 en raison du fait qu'il s'agit d'un stockage de papiers. Avec la prise en compte de ce risque, les besoins en eau s'élèvent donc à 590 m3/h, soit 1 180 m3 pour deux heures. Suites administratives : L'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis de fixer par arrêté préfectoral complémentaire le volume minimal nécessaire des besoins en eau en cas d'incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sur les rapports de contrôle des débits des bornes à incendie, il est précisé que la purge automatique ne fonctionne pas sur au moins l'une des deux. Cette anomalie pourrait empêcher le raccord pompier en période de gel. Par ailleurs, sur ces rapports, les débits sont reportés dans une colonne dont le titre est "Pression dynamique".

<p>D'autre part, les tests ne sont pas réalisés simultanément sur les deux bornes. Ce qui peut conduire à des valeurs de débits et de pressions plus faibles, mais l'exploitant n'en avait pas connaissance.</p> <p>Enfin, l'utilisation des bornes incendie à l'intérieur du site ne sont pas toujours suffisantes pour éteindre un feu. Par exemple, lors du dernier incendie du 23/06/24, les pompiers ont dû se brancher également sur les bouches de la voie publique. Il est donc indispensable que l'exploitant soit informé des contrôles qui ont lieu sur les 5 équipements à proximité du site et qu'il se procure les documents correspondants.</p> <p>Il est donc demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de réparer la purge automatique des bornes d'incendie (délai d'un mois) ; • de demander à la société effectuant les tests de corriger les incohérences relevées dans les rapports (délai d'un mois) ; • de réaliser des tests de fonctionnement simultané sur plusieurs bornes incendie, en associant si possible les pompiers pour la réalisation des tests sur les bornes à proximité du site, permettant de vérifier que les besoins en eaux d'extinction sont couverts (délai de 3 mois) ; • de se procurer les résultats des tests réalisés sur les 5 appareils à proximité du site (délai d'un mois).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois, 3 mois

N° 4 : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 7.8.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux de l'établissement par rapport à l'extérieur en cas d'incendie ou de déversement accidentel. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par une consigne.</p> <p>Une capacité de rétention est aménagée ou dimensionnée de façon à prévenir tout déversement des eaux potentiellement polluées (déversement accidentel, eaux d'extinction incendie...) dans les réseaux publics, les milieux récepteurs et de manière générale en dehors du site. Les eaux confinées sont, soit rejetées au réseau public d'assainissement si elles respectent les caractéristiques définies au chapitre 4.3 du présent arrêté, soit éliminées en tant que déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>La présence de 7 vannes d'obturation est visible sur un plan et un système de gonflage de ballon au gaz permet l'isolement des réseaux. Cette manœuvre a lieu sur place.</p> <p>L'exploitant dispose d'une consigne d'obturation des réseaux datant d'octobre 2013. Des contrôles ont lieu chaque année.</p> <p>Lors de l'incendie, la partie du site concernée a été rapidement mise sous rétention dès l'arrivée des pompiers. Plusieurs citernes de pompage ont été nécessaires pour récupérer les eaux d'extinction (passage entre le 24 et le 26 juin 2024).</p> <p>5 bordereaux de suivi de déchets ont été transmis à l'inspection pour attester de la bonne évacuation des déchets par la société ORTEC. Les eaux ont été valorisées en compostage par la société Phytorestore. Un seul BSD a été considéré comme un déchet huileux.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera que son réseau interne et tout autre dispositif de rétention sont suffisants pour permettre de retenir les éventuelles eaux d'extinction sur le site. Il déterminera au préalable le volume de rétention nécessaire en se basant sur le guide pratique D9A de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction.

Observation : L'exploitant vérifiera la liste des personnes habilitées sur la consigne d'obturation des réseaux et la mettra à jour si nécessaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif

Proposition de délais : 3 mois